



18<sup>ES</sup> CONTROVERSES EUROPÉENNES DE MARCIAC  
L'EUROPE, L'AGRICULTURE ET LE CITOYEN  
MERCREDI 1<sup>ER</sup> ET JEUDI 2 AOÛT 2012 À MARCIAC (GERS)

## LES CONTRIBUTIONS

L'agriculture et les agriculteurs ont-ils le droit  
d'être modernes ?

## Comme une remise à jour de la modernité...

*L'agriculture et les agriculteurs ont-ils le droit d'être modernes ?* En faisant de cette question le sujet d'un appel à contribution, nous n'espérons pas obtenir autant de réponses, ni une telle diversité d'auteurs : vingt-cinq textes en un mois seulement, dont un quart issu d'agriculteurs, un quart d'agronomes, le reste se partageant entre des représentants de syndicats de producteurs, des consultants, des étudiants et des chercheurs de disciplines diverses (économie, philosophie...), sans oublier des citoyens éclairés qui questionnent le lien entre producteurs et consommateurs, mais aussi les représentations de l'agriculture à l'œuvre dans notre société.

Il y a là des plaidoyers, des cris d'alarme, des coups de gueule, des témoignages, de savants éclairages, des analyses pointues, des retours sur l'histoire et des pistes pour demain.

Si la notion de modernité a été largement interrogée et a souvent fait l'objet d'un réel effort de définition, elle a d'abord été entendue comme le synonyme classique de productivité, progrès et compétitivité- critiqués par la plupart, défendus par une minorité. C'est dans un second temps que d'autres significations possibles ont été avancées : liberté, solidarité, capacité à s'interroger et à débattre, aptitude à concilier économie et écologie, à jeter des ponts entre passé et avenir, à tisser des liens entre les différents acteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de la société. Autant d'innovations sociales, organisationnelles, politiques, culturelles et économiques... Des propositions qui constituent une troisième voie, entre la remise en cause d'une modernité technoscientifique pure et dure et le recours au passéisme le plus archaïque.

Comment ne pas souligner enfin l'élan qui anime ces textes : un besoin de s'exprimer, un goût pour la réflexion, une envie de se colleter avec des questions complexes et un appel à en débattre. Cette lecture ne peut que nous renforcer dans notre conviction : plus que jamais, l'agriculture est un grand sujet de société - et, en cela, elle n'a rien de ringard ! C'est bien cette intuition initiale qui a présidé à la création de ces Controverses, il y a dix-huit ans. Nous n'en doutons pas, Jean-Claude Flamant se serait régalé à lire ces pages.

Pour tout cela, que leurs auteurs en soient remerciés.

## S O M M A I R E

- Il n'y a aucune spécificité de l'agriculture dans la remise en cause dont elle fait l'objet ! <b>Matthieu CALAME</b>	5
- Les dégâts collatéraux de la modernité <b>Jean-Jacques DELMAS</b>	6
- L'agriculture et les agriculteurs ne peuvent qu'être modernes ! <b>Bernard et Françoise DUTOIT</b>	7
- L'agriculture doit être moderne, c'est son devoir <b>Xavier CRESP</b>	9
- Modernité ne rime plus uniquement avec productivité <b>Francis MACARY</b>	10
- Peu m'importe si l'agriculture a le droit d'être moderne, mais ce monde a le devoir d'être changé <b>Yves PINEL</b>	11
- Une agriculture moderne ne peut rester à l'écart des progrès scientifiques et des nouvelles technologies qu'elle engendre <b>Gérard KAFADAROFF</b>	12
-L'exploitation agricole dite moderne est-elle rentable et socialement utile ? <b>Rui OLIVEIRA SANTOS</b>	13
- Les mots de la modernité en agriculture <b>Léonard CORDIER</b>	15
- Les hommes et les femmes travailleurs de l'agriculture sont les grands oubliés de cette modernité productiviste <b>Alain GAIGNEROT</b>	16
- La modernité, est-ce associer une nourriture pauvre d'origine agricole avec une panoplie de vitamines de synthèse produites par l'industrie chimique ? <b>Catherine MORZELLE</b>	17
- Passer du droit individuel en toute responsabilité au devoir d'évaluation d'un bien commun <b>Rémi MER</b>	18
- L'agriculteur entre changement et approfondissement <b>Jean-Claude DEVEZE</b>	19
- L'agriculture moderne ou le syndrome d'Epcot <b>Christophe DE HEAULME</b>	20
-L'agriculture sera moderne dans le monde entier, sauf en France où elle restera bloquée par la société <b>Hervé LE STUM</b>	21

- Reconnaître ses erreurs et tenter d'y remédier avec d'autres approches, c'est peut-être ça, la modernité appliquée ! <b>Anne HAEGELIN</b>	<b>22</b>
- L'agriculture a-t-elle le droit de rester ancienne, classique, traditionnelle ? <b>Béatrice de REYNAL</b>	<b>23</b>
- Réconcilier les agriculteurs d'hier avec ceux de demain, voilà une agriculture dite « moderne » <b>Magali DUPIN</b>	<b>24</b>
- La modernité est-elle la seule à posséder « la science » ? <b>Fabrice FLIPO</b>	<b>25</b>
- Où est passé le paysan ? <b>Georges AURENSAN</b>	<b>27</b>
- Des moyens modernes au service de comportements archaïques : illustration avec les dégâts produits par l'affaire Doux. <b>Claude DOMENGET et Guillaume FAVOREU</b>	<b>28</b>
- Des schémas passéistes <b>Denis SAPENE</b>	<b>29</b>
- Moderniser les politiques agricoles en les refondant sur la souveraineté alimentaire <b>Jacques BERTHELOT</b>	<b>30</b>
- Le temps des restrictions est arrivé, que l'agriculture soit moderne ou non... <b>Jacques MARET</b>	<b>31</b>
- Misons sur la jeunesse ! <b>Par François THABUIS</b>	<b>32</b>

**« Il n'y a aucune spécificité de l'agriculture  
dans la remise en cause dont elle fait l'objet ! »**

**Par Matthieu CALAME**

Directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer - FPH

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? Ainsi formulée la question semble sous-entendre que l'agriculture serait une activité qui ferait l'objet d'une contestation particulière. C'est ré-actualiser le mythe agrarien d'une agriculture qui serait un « réservoir de valeurs » à laquelle on demanderait d'être « éternelle » face à un monde urbain et industriel engagé à corps perdu dans la fascinante mais un peu inquiétante marche vers le Progrès. Eugène Sue et George Sand nous voilà.

Or s'il n'est pas exclu qu'il y ait encore des reliquats agrariens dans les démarches actuelles, il est encore plus manifeste que les critiques dont fait l'objet l'évolution de l'agriculture sont en fait l'application dans cette activité d'une critique plus générale des effets secondaires de l'immense bouleversement du monde que constitue l'aventure de l'industrialisation des sociétés. Critique amorcée par Karl Polanyi dans *La Grande Transformation*. Dans l'esprit de Polanyi d'ailleurs, il ne s'agit jamais de retourner aux sociétés rurales de l'ancien régime mais de dépasser les déséquilibres sociaux, politiques, économiques et écologiques de la grande transformation pour parvenir à un nouvel équilibre entre les sociétés, entre les hommes, et entre les hommes et la biosphère.

Quand donc l'agriculture industrielle se trouve interpellée sur ce que deviennent les paysages qui constituent après tout aussi un cadre de vie, peut-elle ignorer les vives critiques dont a fait l'objet la charte d'Athènes des architectes et urbanistes qui ont conçu les grands ensembles ? Quand, confronté aux impasses sociales de certains quartiers on se résout à faire sauter des barres entières pour essayer de reconstruire une ville plus « humaine », empêche-t-on les urbanistes d'être modernes ? Quand certaines enseignes de bricolage ou des groupes papetiers mettent en avant le fait d'utiliser du bois de forêts certifiées, empêche-t-on les forestiers d'être modernes ? Quand l'Union européenne tente d'avancer une législation plus exigeante – reach - sur les milliers de molécules chimiques utilisées par l'industrie et quand on se résout à interdire le bisphénol A pour les biberons, s'agit-il de ne plus être moderne ? Bien sûr que non.

Pourquoi donc l'agriculture interpréterait-elle ces débats comme un refus de modernité ?

**« Les dégâts collatéraux de la modernité »**  
**Par Jean-Jacques DELMAS, agriculteur.**

Tout d'abord je veux revenir sur la contribution de Mathieu Calame, dont les sous-entendus pertinents pourraient être mieux compris en visionnant un documentaire portant le titre de “*Le temps des grâces*”<sup>1</sup>

Retour à notre modernité. En 1960, une partie de ma famille viticultrice dans le Gaillacois travaillait avec un attelage chevaux et, pour la petite histoire je m'installais agriculteur dans les années 70 avec le premier tracteur quatre roues de ma commune. De cette époque, on peut retenir les quelque centaines de tonnes de produits phytosanitaires épandus sur les diverses cultures et... aujourd'hui les quelques 80 000 tonnes, grâce au progrès de la chimie et de son entrée fracassante dans le besoin des modernités agricoles. Certes, les agriculteurs sont devenus globalement de très grands exportateurs de biens. Par choix ? Par obligation personnelle ? Par quelques réflexions métaphysiques ou religieuses voire patriotiques, ou tout simplement par l'appât d'un gain personnel utile à soi et à sa famille ?

Une des autres modernités, modernités qui ne se discutent plus d'ailleurs tant ces évidences apparentes sont devenues mondiales et globalisantes, peut se voir sur le parc matériel qui en 40 ans a défié toutes les hypothèses des années 50-60. Quoique la revue “*Planète*” de Pauwels le laissait entrevoir au travers d'un enthousiasme délirant et quelque peu infantile – nous étions en 1964.

Mais aujourd'hui, sans revenir sur les dégâts collatéraux de cette modernité et de son progrès qui se glorifient jour après jour (on pourrait d'ailleurs à ce moment-ci se demander si modernité rime bien, très bien, ou pas du tout avec progrès...), on pourrait noter, par exemple, l'exemplarité de cultures destinées avant tout à des résultats financiers (et festifs) et non plus à des cultures vivrières (tel qu'on peut l'entendre pour les productions africaines) telles foies gras, vins, production de masse de viandes, etc.. Ces productions que l'on pourrait aussi appeler productions futiles, et qui flirtent désormais avec tous ces fameux dégâts collatéraux : crises climatiques, biodiversité, érosions, pollutions généralisées, épuisement des ressources car telle est aujourd'hui la résultante de ces modernités. Ici non plus, nous ne sommes plus très loin de la “*société du spectacle*” de Guy Debord.

Tout étant, avant tout, ENERGIE, il n'en demeure pas moins que cette modernité agronomique, fleuron entre autres de la société rurale française, a besoin de 7 calories pour en produire une, dixit Jancovici.

Nous mangeons désormais tous à notre faim, et même bien plus, et nous en jetons 1/3... de ces productions émérites.

Voilà brossés rapidement quelques aspects de cette modernité qui, après s'être imposée dans les industries, ne pouvait que s'imposer dans notre monde rural. Modernité, progrès, deux termes qui semblent quelque peu similaires et qui pourtant semblent s'éloigner l'un de l'autre et recouvrir des réalités ou des courants de pensées quelque peu différents, voire antinomiques.

---

<sup>1</sup> Un film de Dominique Marchais, sorti en février 2010 : cette enquête documentaire apporte un nouvel éclairage sur le devenir du monde agricole français, au travers de nombreux récits d'agriculteurs, de chercheurs, d'agronomes, d'écrivains... Pour n'en citer que quelques uns, [Lucien Bourgeois](#), [Mathieu Calame](#), ou encore [Marc Dufumier](#)..

## « *L'agriculture et les agriculteurs ne peuvent qu'être modernes !* »

Par Bernard et Françoise DUTOIT, agriculteurs.

L'année dernière, en sortant des Controverses de Marciac, un groupe de jeunes portant le maillot de Greenpeace nous a interpellés. Est-ce notre physique vieillissant, toujours est-il qu'un membre du groupe aux magnifiques cheveux longs, au visage perceptible derrière des bijoux aux oreilles, sur le nez et les lèvres nous certifia : « *Nous allons payer votre gaspillage, fruit de votre productivisme outrancier non respectueux de la nature* ». Cette remise en cause, sans doute justifiée, nous a perturbés. Qu'avons-nous fait de si épouvantable pour mériter de telles remontrances ? Nos frères Béninois nous rappellent très souvent notre gaspillage alimentaire et leur vieil adage : « *Si tu ne sais pas où tu vas, souviens-toi d'où tu viens* ».

Certains d'entre nous sont nés avant la guerre. Nous avons vécu éloignés de nos pères en captivité, avec nos mères qui assumaient comme elles le pouvaient la survie des fermes familiales. Nous avons subi les diverses restrictions de cette douloureuse période. La chasse au gaspi était la règle. Nos jouets étaient le travail de la ferme. Nous savions à huit ans traire une vache et conduire chevaux ou vaches. Après des mois de guerre d'Algérie, nous nous sommes installés comme jeunes agriculteurs migrants sur des exploitations en fermage sans eau ni électricité, sans téléphone ni WC, avec très peu de finances, mais avec la passion du métier, que nous savions difficile, mais que nous avons choisi. Nous aurions pu devenir CRS plus facilement. Nous faisons partie de cette génération - née avant la pénicilline, le vaccin anti-grippe...- qui, avec une formation initiale très sommaire et avec l'aide des chercheurs et des techniciens, est passée de 2 000 kg de lait par vache à plus de 10 000, et de 20 qt de maïs à 120. Et davantage. Des gains incroyables de productivité. Message de nos responsables politiques, il fallait produire pour nourrir le monde. La mission était noble entre toutes et les jeunes paysans que nous étions se sont remis en cause en permanence. En créant des petits groupes de réflexion pour mettre en commun nos réussites et surtout nos échecs, persuadés que la conclusion d'un groupe est toujours plus riche que la réflexion du meilleur du groupe. Ainsi sont nés les CETA et les GVA, l'objectif étant d'aider tous les agriculteurs et les agricultrices à améliorer leur revenu, leur condition de vie et de travail. Nous réalisons que notre métier devenait de plus en plus difficile et nécessitait une mise à jour des connaissances de chacun.

Les nombreuses questions posées dans nos cellules de base très solidaires nous ont très vite permis de comprendre que le seul groupe n'était plus suffisant pour satisfaire nos nombreux besoins. Notre développement nous obligeait à adhérer à d'autres structures ou à les créer. Ainsi, par la volonté des hommes sont nés les syndicats, les banques de travail, les Cuma, les centres de gestion, le contrôle laitier, l'EDE, les coop, l'Amexa, les Gaec, l'agrotourisme, etc. En très peu de temps, il a fallu accepter des réorganisations foncières, changer les modes de production, tenir compte de l'environnement, rassurer les consommateurs.

Paradoxalement, si nous devions refaire notre vie, sans hésiter nous choisirions la même, sans toutefois retirer des vaches à la main. Un regret cependant, celui de ne pas avoir créé un groupe rural du style CETA avec les hommes et les femmes qui vivent, travaillent et entreprennent dans le terroir. De ce dialogue, nous pouvions espérer une synthèse constructive entre économie et écologie, car nous sommes concernés au premier rang par les problèmes de l'équilibre des écosystèmes. Il n'est pas normal que les producteurs agricoles soient la cible des mouvements écologistes.

Etre moderne, c'est dissiper ce malentendu, en acceptant d'approcher un monde méconnu qui raisonne différemment et ignore souvent l'origine des produits qu'il mange. Notre niveau de vie a augmenté de 50 % depuis 1980 et notre espérance de vie de 40 ans depuis 1900. Nous avons mélangé à mains nues l'atrazine et les hormones distribuées par la DSA de l'époque, tellement heureux de ne plus désherber manuellement. Il est évident que nous étions inconscients.

Pour l'homme paysan, demain la grande question sera de concilier sa dimension sociale et surtout collective, celle qui consiste à rechercher ensemble les éléments économiques, sociaux que nous atteignons mal seuls, et d'y réaliser une vie d'hommes libres, avec toute sa capacité créative, comme le vrai GAEC, la vraie COOP quelle que soit la dimension de l'exploitation. Etre moderne, c'est prendre le temps de venir aux Controverses de Marciac et accepter de se remettre en cause. C'est également dans son travail quotidien s'inspirer des maîtres mots d'une vraie relation partenariale, comme celle établie avec nos frères africains : solidarité, écoute, réciprocité, autonomie.



## **« L'agriculture doit être moderne, c'est son devoir »**

**Par Xavier CRESP, XBC Services.**

L'agriculture a toujours recherché à améliorer ses méthodes culturales en tirant parti des évolutions techniques, scientifiques et sociales de son époque. Confrontées aux événements dans l'histoire des civilisations, des cultures et des religions, son évolution et son implication « modernistes » furent plus nuancées selon les régions du monde. Aujourd'hui, où tout semble globalisé, mondialisé, comment interpréter « le droit d'être moderne » ?

En modélisant les pratiques agricoles, sous le seul signe de la rentabilité des filières amont et aval à l'échelon de la planète ? Dont le risque majeur sera de laisser pour compte des pans entiers d'agriculture de subsistance, d'entretien des territoires, de maillage social ? Où en tenant compte de l'enracinement profond de l'agriculture pour le devenir de notre civilisation ?

L'agriculture doit être moderne, c'est son devoir. Elle doit tout mettre en œuvre pour garantir son indépendance des spéculations financières et géopolitiques, s'assurer les moyens de subvenir à l'alimentation, préserver l'écologie de la planète, et l'entretien des territoires.

### **Qu'est-ce qu'un agriculteur moderne ?**

Un « agriculteur moderne » est, ou devrait être, une personne libre dans ses choix, dans son mode de production, et capable de maîtriser ses axes de développement. Son autonomie doit lui permettre d'exercer sa profession sous aucune contrainte d'intégrations financières ou de productions (amont et aval). Il raisonne les données techniques et scientifiques qui lui sont proposées, et les adapte selon des critères alliant écologie et production. Il garantit l'entretien de l'espace rural qu'il cultive, et assure la pérennité du paysage qui est le sien, mais aussi celui des autres... Il assure un relais indispensable dans le maillage social rural, où il peut jouer un rôle fédérateur.

Question : l'organisation des systèmes de productions agricoles, des institutions périphériques, permet-elle aujourd'hui à l'agriculteur d'être moderne ? Ou, simplement, de le réduire à un rôle de producteur exécutant ?

« *Modernité ne rime plus uniquement avec productivité* »

**Par Francis MACARY, agronome, chercheur à l'Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture**

Il convient de préciser avant toute amorce de réponse, que cette question en appelle d'autres. Premièrement, de quelle agriculture parle-t-on ? Car il n'existe pas seulement une, mais des agricultures. Ensuite, comment définit-on la notion de modernité ?

De l'agriculture vivrière dans les pays du Sud aux grandes entreprises d'agro-business dans les régions du monde où l'agriculture constitue une force économique, ces agricultures n'ont guère de points communs, en termes de moyens de production, de structures d'exploitation, de résultats économiques. En revanche, elles contribuent toutes à la production de denrées alimentaires aussi bien pour les besoins des populations locales que pour celles des pays. Elles représentent également une puissance économique forte et apportent une contribution significative à la balance commerciale des pays exportateurs tel que la France.

En Europe occidentale, l'agriculture a su évoluer de façon remarquable depuis les années cinquante et a montré sa capacité de modernisation, c'est-à-dire d'adaptation aux mutations socio-économiques et aux nouvelles technologies. Elle a bénéficié des progrès agronomiques et de la fourniture d'intrants (fertilisants, produits phytosanitaires) permettant une forte augmentation des rendements : ceux des céréales ont par exemple quadruplé en 50 ans. Ainsi elle a largement dépassé ses objectifs initiaux de couverture des besoins alimentaires et ce à un niveau de prix très compétitifs. Pour les unités à l'apogée des techniques modernes et de la recherche permanente d'accroissement des rendements et des profits, la course au productivisme était devenue un objectif majeur.

Mais, les conséquences environnementales notamment sur la dégradation de la qualité des eaux, de la biodiversité, des sols, sont le revers de cette forme d'intensification. La publication du rapport Hénin (1980) sur les pollutions des eaux par les nitrates marque vraiment le début d'une prise de conscience politique. On comprend dès lors que modernité ne rime plus avec productivité uniquement, mais qu'une agriculture moderne sera certes productive mais aussi respectueuse des milieux et ressources naturelles, ainsi que des paysages des espaces ruraux.

La première réforme significative de la Politique Agricole Commune par l'Union européenne en 1992 avait pour but d'infléchir cette tendance au productivisme eu égard au coût exorbitant de cette politique et à celui induit sur les conséquences environnementales. Les premiers dispositifs de Mesures Agro-environnementales ont alors été instaurés et renforcés au fil des réformes qui ont suivi. Désormais, les agriculteurs ont un nouvel enjeu majeur à relever : maintenir un niveau élevé de production pour nourrir la population croissante sur la planète, tout en préservant les écosystèmes. Certains auteurs tel que Michel Griffon parlent alors d'*agricultures écologiquement intensives*. Agriculture biologique, agriculture paysanne, agriculture en production intégrée... tendent vers la voie de la durabilité. Elles bénéficient des sciences et des technologies les plus modernes pour satisfaire à cet objectif. Plus que jamais ces agricultures sont et se doivent alors d'être modernes.

**« Peu m'importe si l'agriculture a le droit d'être moderne,  
mais ce monde a le devoir d'être changé »**

**Par Yves PINEL, agronome.**

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? Mais, déjà, qu'est-ce que l'agriculture ? Moi, je ne connais pas. Ce dont j'entends parler, souvent fort mal, c'est des agriculteurs/paysans de par le monde, si divers dans leurs modes de vie, leurs expériences et leurs métiers. Et si avant de nous poser la question, à nous qui aimons les Controverses de Marciac, on imaginait que l'équipe de la Mission Agrobiosciences la pose aux 1 milliard 400 millions d'actifs agricoles, grâce aux relais existants aux 4 coins de la planète ?

Alors mon hypothèse est que le retour du terrain conduirait à faire évoluer la problématique, car beaucoup de paysans pauvres (la grande majorité des agriculteurs sont des paysans pauvres) pourraient faire remonter des questions telles que : « Pourquoi ma famille ne mange-t-elle pas à sa faim ? », « Pourquoi l'eau d'irrigation est-elle accaparée par les agriculteurs les plus riches ou les plus puissants ? », « Pourquoi m'exproprie-t-on par la force ou pour une bouchée de pain, de terres achetées par ou pour des étrangers ? », « Pourquoi n'ai-je pas droit à une formation gratuite et de qualité à des techniques et des méthodes agricoles adaptées à mon terroir ? », « Pourquoi la puissance publique n'investit-elle pas dans des infrastructures basiques de stockage, de transport et de mise en marché qui permettent de vendre correctement ma production ? », « Pourquoi les prix agricoles mondiaux et locaux sont-ils si bas qu'un agriculteur pauvre ne puisse pas faire vivre décemment sa famille ? », « Pourquoi la communauté internationale et la grande majorité des pays ont-ils passé des dizaines d'années à ne pas investir dans la production agricole tout en promouvant le libre échange comme solution aux déséquilibres ? », etc.

Allez, comme le capitalisme régnant a été incapable de lutter efficacement contre la faim, comme la chimisation outrancière des agricultures dominantes (USA, Europe, Canada, Brésil, etc) nous a conduits à une sensible perte de potentiel agronomique des sols, comme la demande alimentaire des bientôt 9 milliards d'humains va être difficile à honorer, je me risque à dire que peu m'importe si l'agriculture a le droit d'être moderne, mais bien que ce monde a le devoir d'être changé.

Qu'est ce qu'un agriculteur moderne ? Pour moi qui fus durant dix ans, dans les années 75, ingénieur à la SAFER Gascogne Haut-Languedoc, et qui ai ainsi été biberonné au discours de responsables agricoles français « modernes » (des JA jusqu'aux ministres), je pourrais me livrer à un psittacisme univoque : un agriculteur moderne est jeune, il cherche à s'agrandir, il s'endette, il se motorise, il prend des risques, il bosse du matin au soir, il milite au syndicat majoritaire, il conteste le patriarcat et ne voit chez les plus de 60 ans que des candidats à l'indemnité viagère de départ (l'IVD), il restructure son foncier et arase les haies, il peste contre les technocrates du ministère et contre ceux de Bruxelles mais il sait ce qu'il doit aux PAC successives.

Fort des considérations évoquées au premier paragraphe, être moderne en 2012 serait pour moi, qu'il s'agisse d'ailleurs d'un agriculteur ou d'un simple citoyen du monde : être humain avec chacun, être informé de l'immense diversité des agricultures du monde, être lucide sur le poids des lobbies (les géants du complexe militaro-industriel, du pétrole, de la chimie, du machinisme, des IAA, etc), être organisé localement (le syndicat, la municipalité, la paroisse, le mouvement politique, etc), être extrêmement critique sur les clichés médiatiques et professionnels en vogue, revenir toujours au vivant et à son observation (les plantes cultivées et les races animales sont avant tout des êtres régis par les lois de la biologie) sans bien sûr cesser d'observer les marchés et la loi d'airain de l'économie, vouloir anticiper, voyager (même pas loin, si l'on n'a ni l'argent ni le temps), parler avec sa famille et ses voisins, gagner ce qu'il faut pour vivre décemment et pouvoir renouveler son outil de travail.

En un mot, même si Jean-Claude Flamant n'était pas agriculteur, s'inspirer de son humanité, de sa curiosité, de son goût de l'observation, de sa puissance de travail et de synthèse, de sa capacité à nous écouter, nous entraîner et nous rendre intelligents.

**« Une agriculture moderne ne peut rester à l'écart des progrès scientifiques et des nouvelles technologies qu'elle engendre »**

**Par Gérard KAFADAROFF, ingénieur agronome.**

Si moderne signifie « être de son temps », à l'évidence l'agriculture française (et dans une large mesure européenne) est bien en phase avec les attentes de notre société. L'idéologie sécuritaire qui prévaut et la vague écologiste souvent technophobe ont imprimé à notre agriculture très administrée et très réglementée une attitude prudente et conservatrice encouragée par un principe de précaution obsessionnel et dévoyé. La nostalgie d'un passé idéalisé et la crainte d'un avenir incertain marquent les orientations de notre politique agricole et même celles de notre recherche agronomique. Dans ce contexte l'agriculture bio est présentée comme le grand modèle agricole européen en ce début du 21ème siècle, regroupant dans un étonnant consensus les décideurs politiques, les responsables marketing des grands groupes alimentaires et les militants écologistes les plus radicaux. Les prix élevés et les risques de contaminants biologiques responsables de récents décès en Europe n'entament même pas la bonne image des produits bio auprès des consommateurs.

A l'inverse, si moderne signifie "bénéficier des progrès agronomiques", l'agriculture française ne se distingue pas par son appétence pour l'innovation et le goût du risque qui s'y rattache. Les techniques agronomiques innovantes adoptées avec succès par de grands pays agricoles ne suscitent guère d'intérêt dans notre hexagone. Il en est ainsi des techniques de conservation des sols qui allient semis direct et couverture permanente des sols et dont les bénéfices agronomiques, économiques et environnementaux ont été largement démontrés. L'amélioration génétique des plantes dopée par les apports déterminants des biotechnologies modernes, et plus particulièrement par la transgénèse, fait même l'objet d'un incompréhensible rejet par la plupart des pays européens, portant un lourd préjudice à leurs agriculteurs. Ces deux techniques concernant la fertilité des sols et la séquestration du carbone ou les performances des variétés végétales s'inscrivent pourtant en bonne place pour améliorer la compétitivité agricole et pour développer une véritable agriculture durable s'appuyant sur ses trois piliers : économique, social et environnemental.

Au moment où l'agriculture est en train de prendre une place prééminente pour satisfaire les besoins alimentaires et énergétiques croissants de notre planète tout en réduisant ses impacts sur l'environnement, une agriculture moderne ne peut rester à l'écart des progrès scientifiques et des nouvelles technologies qu'elle engendre. Il est urgent que l'agriculture française et européenne retrouve une dynamique s'appuyant, à l'instar des autres secteurs économiques, sur les moteurs de l'innovation.

## « *L'exploitation agricole dite moderne est-elle rentable et socialement utile ?* »

Par Rui OLIVEIRA SANTOS, enseignant et docteur en économie rurale

La modernité fait référence à un mode de civilisation en rupture avec le précédent. Au regard des philosophes des Lumières, c'est un processus de transformation sociale qui confère à la raison la légitimité de la domination politique, culturelle et symbolique, tout en affirmant l'autorité de l'homme dans la conduite et la maîtrise de son destin et celui de l'humanité, à condition que son action soit guidée par des principes universalisables. Or, de nos jours, la raison devient monodisciplinaire et incapable de dire aux hommes comment vivre. Elle se construit sous l'égide de l'accumulation matérielle et du progrès technologique, souvent obnubilé, car censé produire une amélioration généralisée des conditions de vie. En agriculture, les successives réformes agraires et révolutions vertes préconisent la mise en place de plans de modernisation, qui bouleversent profondément les modes de vie des paysans. Qu'en est-il du sens des transformations entreprises et de l'accomplissement de la modernité en agriculture ?

L'ère moderne se décline par une accélération de l'urbanisation, de la spécialisation du travail et de l'échange international. Tenu comme synonyme de progrès, le mode de vie urbain arrachait l'homme à la nature par la culture ; le progrès technologique autorisait la mécanisation des opérations libérant ainsi l'homme des tâches ingrates et des servitudes ; la mise en valeur des savoirs prônait l'intensification culturelle avec pour but l'accroissement de la production et de la productivité (productivisme) mises au service de la conquête de nouveaux marchés. Cette évolution amènera à une refonte substantielle du référentiel technico-économique, mais aussi identitaire, du métier : le paysan devient progressivement agriculteur, puis agrimanager, avec pour conséquence la distanciation croissante entre le produit et son marché (export), l'activité et le milieu naturel (cultures hors-sol), l'exploitant et la reproduction économique et sociale du métier. C'est que l'engagement dans la modernisation implique d'être toujours à la pointe du progrès, nécessite l'utilisation accrue de capitaux et l'agrandissement des structures, les rendant difficilement transmissibles. L'isolement géographique résultant de la concentration foncière, couplé à la dévitalisation rurale, qui favorise l'isolement social, participent à la fragmentation identitaire du métier et au célibat des agriculteurs. A défaut d'être toujours vivable et transmissible, l'exploitation agricole moderne est-elle rentable et socialement utile ?

L'accroissement rapide de la productivité agricole a permis à la France, et à l'Europe, de se hisser au rang de puissances agroindustrielles. Afin de favoriser l'exportation et garantir le pouvoir d'achat des consommateurs, la politique agricole, désormais commune, table sur des prix au producteur en permanence maintenus sous pression à la baisse. Cela s'est traduit par une précarisation économique grandissante des agriculteurs, au point que les systèmes de compensation publique deviennent la composante principale du revenu agricole (+ de 50 % d'aides). On parle désormais d'une agriculture sous perfusion, voire d'assistanat, où il n'est point question de rentabilité sans les aides. Dès lors, les gains économiques résultants de cette nouvelle organisation (dite moderne) de la production sont principalement transférés vers l'agro-industrie et les consommateurs, l'agriculteur étant devenu le maillon faible et la variable d'ajustement d'un système économique mondialisé, volatile et erratique. Pire, les conséquences néfastes engendrées par le processus actuel de libéralisation et de déréglementation des marchés sont cumulatives et touchent à bien des aspects de la vie et de l'organisation sociale. Du coup, si la modernité se caractérise par l'adoption du progrès, encore faudrait-il s'interroger sur le sens dernier du mot !

L'indéniable réussite technique des temps modernes s'accompagne d'une vision du monde aux ressources infinies ou l'homme règne en maître et poursuit de façon égoïste son intérêt personnel. Les limites de cette approche sont désormais connues, ses résultats nuancés et ses dérives affirmées, notamment en référence à la gestion alimentaire : crise de la vache folle, OGM, malbouffe, érosion des sols, pollution aux nitrates et au méthane, démultiplication des cancers chez les viticulteurs, obésité, disparition de la paysannerie et dévitalisation rurale, élimination de l'agriculture vivrière, pauvreté et dépendance alimentaire.... Est-ce cela notre vision de la modernité ? Du fait que l'alimentation est un droit universel mais que les aliments sont des biens marchands, ne devrait-on pas œuvrer pour la reconnaissance d'un droit sociétal appliqué aux échanges alimentaires ?



## *Les mots de la modernité en agriculture*

Par Léonard CORDIER, étudiant à Vetagro Sup (Clermont-Ferrand)

Héritée des Lumières, notre modernité engageait la conquête de l'autonomie et la maîtrise technique du monde. Certes, il n'y a plus guère dans notre pays de métayers, ou d'esclaves de leur terre dans son acception la plus triviale.

Pourtant, que penser des servitudes modernes et de leurs justifications qui se parent des atours de la modernité ? Où mènent les discours sur l'immuable linéarité des progrès génétiques, sur *l'innovation* - un mot tellement versatile qu'il devrait être banni de toute conversation sérieuse - que penser encore de la doctrine de *l'amélioration continue* que l'on appelle au secours pour justifier tout et son contraire ? Ils devraient être relégués dans les tiroirs de ce que Lyotard appelait les métarécits de la Modernité, et pour lesquelles la crédulité ne subsiste qu'en vertu des sédiments de positivisme mal assimilé par ceux qui osent prétendre que nous autres occidentaux devons *nourrir l'humanité*.

Las ! Est-il moderne de remplir nos auges de soja brésilien, d'accepter flegmatiquement les accords bilatéraux qui abaissent les droits de douane et promettent la destruction des filières qui ne seraient pas protégées par un dérisoire *filet de sécurité* ?

D'hybridations en contractualisations, les thaumaturges en col blanc ont fait notre temps, et contribué à remplir nos assiettes, sans toutefois être parvenus à diriger la valse des nuages ni les facéties du climat. Lequel s'annonce d'ailleurs plus tumultueux et dérégulé qu'un MATIF à l'heure où l'on récolte les blés.

Quelle outrecuidance de cultiver le mythe de l'irrésistible marche en avant du progrès, à l'heure où le ciseau des prix tranche chaque jour les têtes des producteurs ! Pour garder la tête hors de l'eau, la modernité n'est plus perçue comme un droit, mais comme une injonction, et se trouve vidée de son sens.

La symbolique choisie pour ces controverses est lourde de sens pour celui qui ne relègue pas le matérialisme historique au rang de grille de lecture surannée. Le port obligatoire de la cravate semble s'accommoder aisément de celui des bottes, sur le chantier de la modernité. Les pieds dans le fumier et la tête dans les tumultes du marché mondial. A l'instar des cadres, l'agriculteur serait donc matériellement du côté du travail et symboliquement du côté du capital.

S'agit-il d'un salmigondis de symboles ou d'une prescience de ce que sera l'agriculture du XXI<sup>e</sup> siècle ? Plus prosaïquement, ne serait-ce pas le glissement des représentations que se font les cadres de l'agriculture, qui veulent voir le monde agricole à leur image ?

Dans le monde post-moderne, les savoirs agricoles perdent toute légitimation pour ceux qui n'y voient que les dérives de l'agrochimie et du capitalisme agro-industriel. Marcuse nous avait prévenu : désenchantés et unidimensionnels, nos esprits ne peuvent ni penser ni lutter face à l'indicible. Des cours carrées jusqu'aux amphithéâtres bondés des écoles d'agriculture, les logomachies de la barbarie douce ont d'ores-et-déjà pénétré notre langage : *spéculation* pour dire atelier, *UTH* pour associé, *organisé* pour dire intégré, ou plutôt enchaîné à quelque doux colosse aux pieds d'argile qui entraînera plus d'un dans sa chute.

Plus qu'un imaginaire collectif passéiste qui colore de sépia les grasses prairies du marketing, la figure du *petit paysan* se présente parfois humblement dans son champ lexical comme une perspective crédible pour donner un second souffle à nos territoires, à l'heure où plus de la moitié de l'humanité habite dans les zones urbaines.

Notre modernité se lira dans les yeux des 20 000 nouveaux installés annuellement qui ne feront que compenser les cessations d'activité. Nous en sommes encore loin.

La modernité s'étire déjà dans les sillons des protéagineux que l'on bine au lieu que d'y épandre de l'atrazine, dans les savoirs partagés plutôt que brevetés, dans les filières régionales plutôt que dans le *dumping* transnational.

**« Les hommes et les femmes travailleurs de l'agriculture sont les grands oubliés de cette modernité productiviste. »**

**Par Alain GAIGNEROT, directeur du MODEF**  
(Mouvement de défense des exploitants familiaux)

Sans tomber dans un débat philosophique, il me semble important avant toute chose de s'entendre sur le concept de modernité.

Notre société de consommation nous a formatés à un raisonnement très manichéen. Il y aurait d'un côté les modernes et de l'autre les ringards ! Les modernes en agriculture étaient ceux qui faisaient "pisser" la vigne, les animaux et les hectares.... Gros consommateurs de machinismes et d'intrants, ils suivaient en la matière les recommandations de l'enseignement agricole, des chambres d'agriculture et de la recherche. L'augmentation du chiffre d'affaires (rendement X surface X prix) prenait le pas sur celui de la valeur ajoutée (chiffre d'affaires – consommation intermédiaire). Les lois d'orientation de 1960 et 1962, le traité de Rome poussaient les agriculteurs à produire plus par unité de surface et à s'agrandir. Ces variables définissaient ainsi les modernes.

Suprême argument des productivistes, ils ont atteint et même dépassé l'objectif du Traité de Rome en matière de volume de productions, oubliant un autre objectif du traité qui était celui d'atteindre la parité avec d'autres catégories socioprofessionnelles en matière de condition de vie et de rémunération. Bien évidemment, on passe par pertes et profits les cinq à six millions d'emplois à la production (salariés et non-salariés) qui ont disparu.

Si les résultats techniques sont indéniables, une agriculture moderne ne peut se définir avec ces seuls critères, encore moins en ce début de 2ème millénaire qu'il y a 60 ans. Les hommes et les femmes travailleurs de l'agriculture sont les grands oubliés de cette modernité.

***Une agriculture moderne doit se mesurer à sa capacité à :***

- Engendrer du progrès humain tant pour ses travailleurs que pour la société tout entière (condition de travail, cadre de vie, qualité de vie en bonne santé, lien social, solidarité...).
- Savoir se remettre en question en développant le sens critique pour s'adapter aux contraintes naturelles (changement climatique, raréfaction des énergies fossiles, réduction des gaz à effet de serre....
- Sa capacité à développer la solidarité en lieu et place d'une guerre de la concurrence.
- Apréhender la complexité et les interactions économiques sociales, environnementales et culturelles d'une agriculture fortement liée aux territoires et à leurs habitants.

L'agriculture a le devoir d'être moderne dans son sens large et en mouvement pour faire face aux défis de ce deuxième millénaire.



**« La modernité, est-ce associer une nourriture pauvre d'origine agricole avec une panoplie de vitamines de synthèse produites par l'industrie chimique ? »**

**Par Catherine MORZELLE, ARAMIP**

L'agriculture n'a jamais été seulement nourricière. La modernité agricole sera de retrouver cette mission structurante de l'agriculture, à partir des innovations techniques et organisationnelles. La production agricole peut aujourd'hui générer de la matière première végétale non alimentaire pour produire des éléments de nos moyens de transport, de nos habitats et des objets divers et cosmétiques renouvelables. L'Ensiacet de Toulouse a trouvé le moyen de faire ce saut de rupture il y a 30 ans. Depuis, on attend. Quoi ? Le politique qui permettra de réintégrer l'homme dans la nature. Entrons-nous dans l'âge de la maturité de l'espèce qui ne détruira plus son milieu ambiant pour y vivre ? Nous savons où et comment faire ! A mon niveau local, j'ai engagé dans la Communauté de communes de Save et Garonne le programme pour ce faire. L'heure est à l'action politique. Faut-il que les paradigmes de nos politiques soient en harmonie avec le monde à naître ! J'ai un doute sur le fond ! Il n'y a pas de science sans conscience, nous le savons. Que ferons-nous de notre capacité à produire en matière de biens alimentaires pour l'humain ?

Pour accomplir le projet communautaire et renouveler la civilisation européenne autour d'une industrie associée à une agriculture intérieure, d'un marché durable et d'avenir, je veux poser le point de vue d'une philosophie politique de l'agriculture alimentaire comme projet européen. Pouvons-nous, aujourd'hui, construire la Confédération européenne autour d'un projet de civilisation bâtie du point de vue des Européens eux-mêmes. Savons-nous penser la question d'une nutrition de qualité pour tous ? Manger produit-il un modèle ? La nutrition de qualité est-elle réduite à quelques-uns par utilité, limite ou par intérêt politique ? Un modèle d'agriculture à vocation qualitative projette-t-il un avenir différent sur les humains ?

C'est de cela que nous devons nous emparer dans ces Controverses 2012, pour nous, les Européens. L'argument de la surpopulation est un mauvais argument qui ne concerne pas l'Europe en dénatalité. La question de la pénurie est fautive puisque nous produisons de quoi nourrir 9 milliards d'humains. L'évolution de la génétique et du productivisme mènent à une moindre qualité nutritionnelle des céréales de base. Elle oriente vers des aliments complémentaires. La production des aliments de base est contrôlée par des entreprises qui ont le monopole des graines suite au partage de la production de l'eau et de l'alimentation mondiales, il y a 20 ans. Des entreprises françaises ont pris l'eau et l'alimentaire est passé sous contrôle d'entreprises américaines. Depuis ce partage, le constat de la baisse nutritionnelle est patente, en Europe. Il en va de même pour les autres céréales de base après deux décennies. La baisse du poids spécifique et qualitative nutritionnelle sont régulières. Même si on nous vante l'ajout génétique de telle vitamine contre la cécité. Le marketing joue son rôle : positiver, inciter à croire, valoriser les vitamines par le réseau biologique de distribution. La modernité, est-ce associer une nourriture pauvre d'origine agricole avec une panoplie de vitamines de synthèse produites par l'industrie chimique qui doit se reconverter d'urgence ? Est-ce cela le bien produire de l'agriculture moderne ? Est-ce là, l'objectif collectif de nutrition et de partage alimentaire ? Est-ce là l'enjeu sociétal agricole quand la plus-value alimentaire sera reconnue uniquement dans l'apport nutritionnel des vitamines de synthèse ? Que vaudra l'agriculture ? Le travail agricole ? Quel est ce Bien Produire Agricole ? Avons-nous conscience de l'enjeu pour l'Europe agricole de l'après PAC 2000 ?

Avons-nous conscience de notre responsabilité d'Humain et de genre vis-à-vis des générations actuelles et futures ?

## **« Passer du droit individuel en toute responsabilité au devoir d'évaluation d'un bien commun »**

**Par Rémi MER, consultant, agronome et fils de paysan.**

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? Est-ce une question philosophique, posée aux seuls agriculteurs ou ouverte à tous les citoyens ? Est-ce une interrogation sur un état, une qualité (être moderne), un processus (la « modernisation ») ou une ambition (« la modernité ») ? Ce débat concerne-t-il de la même façon les pays développés comme la France et d'autres pays en « voie de développement » ? Poserait-on la même question dans les années 50-60 au moment du vote des lois dites de modernisation et qu'en sera-t-il dans 20-30 ans quand le nombre d'agriculteurs en France, comme ailleurs, se sera encore singulièrement réduit avec la diminution prévisible des politiques agricoles (nationales et européennes) ?

Certes, on ne voit pas au nom de quoi on interdirait aux agriculteurs le droit à la modernité, l'accès à l'innovation (en fonction des technologies disponibles) et, pourquoi pas, le sentiment de fierté de participer à la course au progrès, fut-il réduit à la seule dimension technique (les gains et réserves de productivité, nécessaires, voire indispensables à une compétition croissante). Et pourtant, les consommateurs comme les citoyens peuvent se sentir à l'écart de tels choix, alors qu'ils sont nécessairement impliqués dans cette évolution par leur alimentation, leur rapport à la nature, aux paysages... Autant de questions qui dépassent les seuls « paysans ».

On sent bien que cette modernité revendiquée recouvre trois dimensions :

1. L'innovation « en soi », liée à une découverte scientifique, une technologie rendue accessible,
2. Un progrès « pour soi », dans la mesure où les utilisateurs en sont les premiers bénéficiaires de la modernité,
3. Un progrès « pour autrui » où les bénéfices sont mis dans la balance avec les coûts

Cette dernière dimension plus « réflexive » oblige à repenser les deux premières à l'aune de l'intérêt général ; elle suppose a minima une démarche collective, une confrontation loyale des logiques d'action, des intérêts supposés comme des risques éventuels (ici et ailleurs, aujourd'hui et plus tard). Bref, passer du droit individuel en toute responsabilité, au devoir d'évaluation d'un bien commun et d'un mieux-être. Quel progrès !

## *L'agriculteur entre changement et approfondissement*

Par Jean-Claude DEVEZE <sup>2</sup>, ingénieur agronome.

Les études faites en Basse-Normandie en 1969/70<sup>3</sup> sur les attitudes des agriculteurs face au changement sur leur exploitation mettaient en évidence les tensions entre tradition et modernité. Les traditionnels et les modernes divergeaient sur le sens donné au travail (le travail bien fait par rapport au travail qui rapporte), sur la vision de l'avenir (améliorer son exploitation pour être considéré et pour la léguer à sa descendance par rapport à produire pour vendre), sur l'attitude face au crédit (50% des agriculteurs préféraient éviter les risques liés à l'emprunt et donc limiter au minimum les risques liés au changement sur l'exploitation).

Depuis, au fur et à mesure que le nombre d'agriculteurs se réduit et que les exigences liées aux réglementations comme à la compétitivité se multiplient, la nécessité du changement sur l'exploitation s'est imposée en France à ceux qui restent. Le métier d'agriculteur est devenu de plus en plus exigeant et complexe.

S'il est utile de s'interroger sur la place à donner à la modernité, il est indispensable d'approfondir ce qui donne sens au métier d'agriculteur en France et dans le monde ; ceci doit conduire à réfléchir à ce qui permet de maîtriser les changements permettant de s'épanouir à tous ceux et celles qui travaillent dans l'agriculture. Comme le préconise le philosophe Patrick Viveret, il s'agit d'allier résistance créative, expérimentation anticipatrice, vision transformatrice.

D'où quelques questions pour approfondir le sens du métier de l'agriculteur dans un monde qui a de plus en plus de mal à bien se nourrir et à rester proche de la nature : face à la nécessité de lutter contre le chômage et l'exode rural, quels emplois sauvegarder et/ou créer en agriculture ? Quelle place aux agricultures paysannes ou familiales ?

Face à un métier demandant de multiples capacités, quels équilibres trouver entre créativité personnelle et responsabilité collective, entre initiative individuelle et apprentissage intergénérationnel, entre autoformation et formation professionnelle ?

Face à l'exigence d'un travail portant sur le vivant, comment accompagner sur les exploitations et les terroirs les évolutions vers de nouveaux équilibres respectant la nature ?

---

Jean-Claude Devèze a travaillé à l'Agence française de développement durant trente-trois ans. Cherchant à accompagner la promotion des agricultures familiales africaines, il a publié *Le Réveil des campagnes africaines* (Karthala, 1996) et dirigé un second ouvrage, *Défis agricoles africains* (Karthala, 2008). Il est toujours directeur de publication de *Grain de Sel*, revue de l'Inter-réseaux développement rural.

Secrétaire de Démocratie & Spiritualité, il est rédacteur de la lettre de l'association. Avec d'autres militants d'organisations de la société civile, il a préparé le Pacte civique, lancé en 2011, et en est devenu un des animateurs et porte parole.

2 Étude du milieu humain préalable à une politique du lait et de la viande en Basse-Normandie, LVBN, juillet 1971

## *L'agriculture moderne ou le syndrome d'Epcot*

Par Christophe DE HEAULME

L'agriculture doit être moderne, mais ne doit surtout plus le laisser paraître. Le masque de cette modernité dont elle était jadis si fière s'est craquelé, laissant apparaître quelques maladies honteuses. Le consommateur sait désormais que la course au progrès n'avait pas pour unique dessein de satisfaire ses papilles ou son porte-monnaie, mais surtout de nourrir des multinationales à l'identité bien abstraite. Du coup, il en veut à l'agriculture, à la modernité, aux sciences, à l'argent.

L'agriculteur a sa fierté et, comme tout le monde, a besoin d'être aimé. Entre regrets et dépressions, il sent qu'il n'est plus en phase avec le reste de la société, vacancière ou "résidence-secondaire" avec laquelle il partage désormais son environnement. Alors, un peu désemparé, il s'est mis à jouer à l'agriculteur. Tout du moins en vitrine. Il remet son béret, sa chemise à carreau, pose sa fourche à l'embrasure de sa porte et pousse un peu l'accent lorsqu'il reçoit des clients dans sa "ferme-boutique", repensée pour les besoins du marketing. Le tracteur de 400 CV et les bidons d'herbicides sont toujours là, mais se font plus discrets, cachés derrière le décor d'une authenticité qui semble plaire, même si elle ne ressemble en rien à celle qui existait autrefois.

Car l'authenticité d'hier, ce n'était bien sûr pas la chemise à carreau ou la fourche posée à l'embrasure de la porte, mais l'obligation permanente de répondre aux besoins, sans autres alternatives que la patience, le sens de l'observation ou le respect des gestes transmis. L'agriculteur authentique portait cette inébranlable foi en la nature qui apporte toujours une réponse à celui qui sait attendre. Le tournesol porte en son gène la réponse au mildiou... mais il faut attendre et ce n'est plus possible d'attendre. Alors l'agriculteur moderne qui ne peut plus attendre, qui ne sait plus faire, joue le rôle et se contente de coller des étiquettes "traditionnel" ou "fermier" en espérant que son talent d'acteur suffira à créer l'illusion d'une philosophie perdue.

Et puis, parfois, l'agriculteur tressaille de surprise. Un néo-agriculteur s'installe au village, juste à côté de chez lui et veut cultiver comme avant, sans produits, sans machines, à la sueur de son front et gonflé d'une immense envie d'apprendre de la nature. Ce néo-agriculteur vient de la ville, c'est un urbain. Il est venu, ni avec une chemise à carreaux, ni avec une fourche, mais uniquement avec une philosophie mûrie au béton et aussi beaucoup de modernité. Grâce à Internet, il sait travailler en réseau, il partage, il communique, il échange, il dialogue, il essaie, sans préjugés ni tabous. Il va cultiver une plante exotique, parce que ça ne se fait pas en France. Il mettra des panneaux photovoltaïques pour créer un nouveau modèle économique. Il comparera la croissance de ses plants avec des Chinois ou des Brésiliens et préparera *online* sa future clientèle, peut-être en Allemagne. Il a le recul. Il a la distance. Il dit que c'est ça "être moderne".

Hier, l'agriculteur qui joue à l'agriculteur est venu rendre visite au néo-agriculteur. Au détour d'une politesse, il a annoncé fièrement son dernier acquis social : "*Le mois prochain, je pars en vacances, mais je ne sais pas où aller*". Alors, le néo-agriculteur qui vient de la ville lui a donné ce conseil : "*Tu devrais aller à Epcot, en Floride. Là-bas, tu verras des bistrotts qui jouent à être des bistrotts. Tu verras des Français qui jouent à être des Français. Et peut-être, tu reviendra avec des idées*".

**« L'Agriculture sera moderne dans le monde entier, sauf en France où elle restera bloquée par la société ».**

**Par Hervé LE STUM, agronome, zootechnicien et économiste.**

L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? Quel excellent sujet ! La réponse est simplissime. L'Agriculture sera moderne dans le monde entier, sauf en France où elle restera bloquée par la société. Puisqu'il s'agit d'une controverse, faisons comme tout le monde, simplifions allègrement et jubiloirement les idées pour mieux se faire comprendre, polémiquons même au risque de ne plus se faire écouter.

L'agriculture française ne sera jamais moderne car elle repose sur une conception particulière de ce qu'elle doit être par la société française qu'on ne retrouve portée à ce niveau dans aucun pays au monde. Elle ne sera pas moderne parce que la société refuse que son image soit moderne. En fait, pour la société française, l'agriculture n'est pas une activité, c'est un ETAT pour ceux qui la pratiquent : on est paysan comme on est curé ou poète !

Trente-cinq ans de fréquentation des organisations professionnelles nous laissent le sentiment que cette vision est quasi universellement partagée, de la plus grande partie de la FNSEA à la Confédération paysanne, en passant par la Coordination rurale ; du Front national à l'extrême gauche, en passant par l'UMP et le PS. Tout le monde a, en arrière-plan et quelque soit son discours, dans un coin de sa tête, « le bon modèle » pour l'agriculture, qui pourrait se caricaturer comme étant une petite exploitation familiale, mari et femme élevant des chèvres, fabricant leur fromage et le vendant sur la place du village le samedi matin en gagnant bien leur vie. Que c'est bucolique !

Cet « Etat » du monde agricole est conforté par le droit. Connaissez-vous beaucoup de pays dans le monde où l'activité agricole est une activité civile au lieu d'être « industrielle et commerciale » ? Où des « Commissions départementales d'orientation agricole » décident en lieu et place des propriétaires s'ils ont le droit d'exploiter, ou à qui ils peuvent louer leurs terres ? Où un préfet peut interdire à un fermier de prendre de nouvelles terres à bail sous prétexte qu'il en a déjà suffisamment, et les attribuer à quelqu'un de moins compétent ? Tout ce qui est petit est gentil et la pratique du commerce vous mènera droit en enfer ; vous n'êtes pas quelqu'un de bien si vous réussissez.

Cet « Etat » est plein d'avenir. Le développement de productions sous label (ou assimilées), extrêmement respectueuses de l'environnement, permettra de vendre des produits à des prix plus élevés que les cochonneries qu'on trouve dans les supermarchés et les McDo et contribuera au maintien de sympathiques exploitations familiales. Quel dommage que les Français – qui applaudissent à ce discours – ne fassent pas plus que deux repas festifs par semaine et mangent à la cantine à midi et des nouilles le soir, réduisant le marché des « bons » produits à 15 % de la consommation totale ! Quel dommage que les Français soient les deuxièmes consommateurs européens de hamburgers, juste derrière les Anglais !

Qu'à cela ne tienne, il faut préserver cet « Etat ». S'il n'y a pas de marché suffisant pour les « bons » produits, on ne va pas laisser leurs prix s'effondrer, on fera appel à la puissance publique, à l'Etat français, qui garantira les prix, bridera la production, la maintiendra dans les zones où elle est marginale et coûteuse. Après, on s'étonnera que nos consommateurs préfèrent les excellents produits laitiers à bas prix importés d'Allemagne. Qui a parlé de désindustrialisation ? Qui a cru faire de l'économie en gérant – mal – le social ?

Cet « Etat » ne tolère pas d'être bousculé. Il a bonne conscience de résister : la population a peur des innovations biotechnologiques, les environnementalistes jouent sur ces angoisses et l'INRA a pendant trop longtemps prétendu qu'il n'y avait pas d'économies d'échelle en agriculture. Qui, en réalité, a réfléchi positivement aux relations entre les avancées technologiques, les gains de productivité qu'elles imposent et l'organisation de notre agriculture ? Donc n'évoluons pas, nous serons à la pointe de la modernité !

Domage que le reste du monde ne pense pas comme nous...

**« Reconnaître ses erreurs et tenter d'y remédier avec d'autres approches, c'est peut-être ça, la modernité appliquée ! »**

**Par Anne HAEGELIN,**

chargée de mission à la Fédération nationale d'agriculture biologique (F NAB),  
ingénieur des techniques agricoles.

De façon générale, il est primordial de ne pas réduire la modernité au seul recours à la technologie et la technicité, justifié par la seule (fausse) nécessité de "devoir suivre le progrès". Il est ainsi plus judicieux de percevoir la modernité comme la capacité à concevoir son domaine d'intervention et de partager cette conception en dehors de « son propre cercle », pour faire progresser son domaine à la lumière des perceptions et des vécus croisés. Une telle approche est applicable dans tous les domaines, y compris en agriculture.

Pour l'agriculture, il s'agit aussi de la capacité des acteurs à s'interroger sur leurs pratiques, leurs effets et impacts en dehors du monde agricole-agricole, et donc aussi sur ses rapports à la société. Le corollaire de ces saines interrogations est la recherche et la mise en œuvre de solutions innovantes qui ne produiraient ni les mêmes effets négatifs, ni de nouveaux problèmes encore plus insolubles.

Dans cette nouvelle 'querelle des anciens et des modernes', deux exemples issus de l'agriculture biologique (AB) sont significatifs.

La modernité (au sens de rupture) de l'AB pour la gestion des adventices réside dans le changement de paradigme suivant : plutôt que de raisonner selon l'équation ancienne du « un problème = une solution par un produit et/ou une technologie nouvelle" avec des risques de résistance avérés (et une « fuite en avant » pour trouver de nouvelles molécules entraînant de nouvelles résistances), l'AB opte pour un nouveau point de vue et développe des solutions combinées (agronomiques, techniques, stratégiques), pour rendre possible la gestion des adventices sans produit chimique.

La modernité (au sens d'innovation) de l'AB s'illustre aussi dans le type de relations économiques qu'elle défend : plutôt que de se soumettre à la logique de "compétition" (élevée au rang de quasi-valeur morale malgré son coût social exorbitant), les producteurs bio choisissent la modernité en préférant la coopération (au sens étymologique) à la compétition, en inventant au quotidien de nouveaux modèles économiques performants, en mobilisant notamment le champ de l'économie sociale et solidaire (pour l'organisation de l'approvisionnement des cantines par exemple).

Reconnaître ses erreurs, se pencher sur le problème plutôt que le nier ET tenter d'y remédier avec d'autres approches, c'est peut-être ça, la modernité appliquée !



## *L'agriculture a-t-elle le droit de rester ancienne, classique, traditionnelle ?*

Par Béatrice de REYNAL, Nutrimarketing

L'agriculture a-t-elle le droit de renier les progrès scientifiques dans les domaines aussi variés que l'agronomie, la nutrition, l'écologie, la génétique, l'éthologie, la zootechnie et j'en passe ?

Ô combien d'erreurs et d'ignorances ont été accumulées par les hommes, toutes régions confondues ? Comme nous avons tort de penser que l'agriculture traditionnelle est bonne quand la moderne est délétère !

Faire pousser les plantes dont on a besoin plutôt que celles qui sont endémiques, adapter n'importe quelle plante sans regard sur son impact sanitaire ou biologique sur l'environnement. Croiser n'importe quels individus entre eux par convenance personnelle...

Certes, le zénith de la petitesse de vue des hommes s'est trouvé au climax de la révolution verte. Produire à gogo sans vision globaliste, au détriment de tout bon sens, de toute durabilité. Combien d'intoxications profondes avons-nous alors infligées à notre pauvre planète et aux hommes qui les ont réalisées !

Mais aujourd'hui, la science permet de construire ou reconstruire des équilibres biologiques pertinents, adaptés parfaitement à leur environnement, et capables de nourrir les bêtes, les hommes, et l'avenir. Seule une agriculture intelligente, pensée et construite sur le savoir et les connaissances scientifiques pourra nourrir le futur humanitaire. Les besoins nutritionnels de tous pourraient être couverts grâce à des productions de qualité. Il faut changer de ton !

Ne nous trompons pas de sujet. Le passéisme est un piège vers lequel les ignorants nous entraînent, à leur insu.

Laissez rentrer le dictionnaire\* dans l'agriculture d'ici ou d'ailleurs en adoptant la définition juste de la modernité : « *Qui s'adapte pleinement aux innovations de son époque, qui est de son temps* ».

\* Larousse

**« Réconcilier les agriculteurs d'hier avec ceux de demain, voilà une agriculture dite « moderne » ».**

**Par Magali DUPIN**

Qu'entend-on par modernité ? Avancer au fur et à mesure des nouvelles technologies, des nouveaux procédés, des progrès de la recherche et/ou de la modernisation de nos modes de vie ? Le terme « modernité » pose souci quant à sa définition. Chaque civilisation a eu son lot de nouveautés. Peuvent-elles être pourtant toutes considérées comme modernes ? Ainsi, nous nous inspirons sans cesse pour créer à nouveau.

En matière d'agriculture, la modernité est, en première grille de lecture, une optimisation de la productivité avec les moyens actuels. A ce jour, le monde du travail est toujours à la poursuite du rendement en passant par des techniques de management, de gestion... Il s'agit donc d'optimiser le mode d'agriculture existant.

D'un autre point de vue, on peut considérer que l'agriculture moderne est celle qui remet au goût du jour des modes de culture sporadiques. La modernité est l'application des avancées en agronomie sur des modes de culture considérés comme dépassés, décalés, marginaux puisque ne répondant pas aux attentes du monde agro-alimentaire.

Réconcilier les agriculteurs d'hier avec ceux de demain, voilà une agriculture dite « moderne ». De même que continuer à produire en quantité suffisante afin de satisfaire notre mode de vie actuel ainsi que protéger nos sols, nos agriculteurs, pour nous et les générations futures.

Reconsidérer une agriculture respectueuse de l'environnement et de l'homme n'est pas un retour en arrière comme peuvent le penser certains, mais bel et bien une modernité. La Terre, notre terre, dont nous nous éloignons de génération en génération, est notre mère nourricière et nous n'en sommes que des locataires.

Les connaissances des agronomes et des agriculteurs combinées aux richesses de nos sols ne peuvent que donner un nouvel élan à ce secteur en crise. Les agriculteurs s'endettent pour l'achat de machines toujours plus performantes, des produits phytosanitaires, des semences. Et il n'est pas rare de trouver une autre dépense : la location de ruches pour assurer la pollinisation des champs, les abeilles sauvages disparaissant. L'agriculteur travaille beaucoup, n'est pas reconnu à sa juste valeur et met sa santé en danger alors qu'il nourrit la population. L'agriculture comme définie plus haut a pour mission d'améliorer la vie des travailleurs et attirer ainsi plus de monde. Enfin, n'oublions pas une des richesses de notre pays : le savoir-faire. Il ne faut pas le perdre mais le développer et surtout le transmettre. Car la modernité réside également dans le niveau de la transmission du savoir pour que les générations futures avancent et se sentent investies de cette mission à leur tour. L'agriculture doit, en ce sens, être « moderne ».

Comme l'aiment à dire les anthropologues, il est temps de rapprocher la fourchette de la fourche et inversement... Cela passe par la cohésion entre les producteurs et les consommateurs. Ces derniers ont un rôle très important à jouer. Peu de personnes en ont la conviction et l'envie. C'est en dialoguant que l'on ouvre les débats et que l'on contribue à la modernisation. Alors débattons !!



## ***La modernité est-elle la seule à posséder « la science » ?***

**Par Fabrice FLIPO,**

Maitre de Conférences en philosophie, Institut Mines-Télécom

En bon philosophe, je me propose d'interroger la problématique proposée à l'aune de l'histoire de la pensée. Le terme qui fait le plus problème dans l'énoncé est « modernité ».

« Moderne » ne s'impose qu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, contre ce qui le précède<sup>4</sup> ; il est traduit à l'étranger comme « maîtrise des techniques avancées »<sup>5</sup> ou « occidentalisation »<sup>6</sup>.

Gérard Raulet, évoquant « le point de vue des philosophes », estime qu'il n'y a pas de définition univoque de la modernité, bien que l'on considère en général que la modernité est cette époque qui « tire ses normes d'elle-même »<sup>7</sup>.

Raymond Aron, dans un essai classique, disait de la société moderne qu'elle semblait obéir à deux impératifs : « *produire le plus possible et traiter ses membres en égaux* »<sup>8</sup>, ou encore acquérir la maîtrise des forces naturelles, et se soumettre elle-même à une norme suprême, celle de l'égalité. Pour lui, la modernité résout de manière la plus efficace qui soit le « problème économique », c'est-à-dire l'existence de désirs infinis face à des ressources limitées. L'hominisation, c'est l'emploi raisonné de moyens, d'outils, c'est une croissance de l'efficacité. L'inégalité n'est due qu'aux défauts des institutions et à l'inégalité des talents et aptitudes naturelles.

Pour Aron, la modernité est traversée de trois dialectiques. La dialectique de l'égalité, qui forme les classes, d'abord. La dialectique de la socialisation, autour de la famille, ensuite. Avec la modernité apparaît le mariage d'amour, et la famille perd sa fonction économique. La communauté est déconstruite au profit de la société, fondée sur une nouvelle forme de sociabilité, industrielle. La socialisation industrielle évolue avec les progrès de la science. Aller sur la Lune, contrôler le climat, éliminer les maladies etc., les modernes ont confiance dans la science. Mais cette socialisation a aussi suscité anomie, destruction du lien social et émergence d'un individu laissé à lui-même. Il y a donc une nostalgie des sociétés closes, estime Aron (p.178). La solution est banale : élever le niveau intellectuel. La troisième et dernière dialectique est celle de l'universalité. Avec la modernité c'est la première fois que l'humanité vit une seule et même histoire.

Sous cet angle, l'agriculture des pays développés a largement eu droit à la modernité, c'est-à-dire à la course aux rendements et à la productivité, mesurée en termes économiques. Les transformations de ce secteur ont été massives. Ce qui pose question, c'est le résultat de cette modernité, en particulier en termes d'universalité. Peut-on imaginer que 9 milliards

---

<sup>4</sup> Seguin J.-P., Le mot « moderne » et ses dérivés au 18<sup>ème</sup> siècle, in Vadé Y. (dir), Ce que modernité veut dire, Presses de l'Université de Bordeaux, 1995, p4

<sup>5</sup> Billion R., De la notion de modernité en chinois moderne : champs sémantiques et applications, n Yves Vadé (dir), *ibid*, p102

<sup>6</sup> Levy C., « Moderne », « modernité » au Japon, adoption et création d'un concept, in Vadé Y. (dir), Ce que modernité veut dire, Presses de l'Université de Bordeaux, 1995, p109-114

<sup>7</sup> Raulet G., Le concept de modernité, in Vadé Y., pp119-141

<sup>8</sup> Aron R., *Les désillusions du progrès – Essai sur la dialectique de la modernité*, Calmann-Lévy, 1969, p. 21

d'habitants vivent dans des sociétés sans paysans, avec une agriculture massivement automatisée ? Car la productivité découle de la mécanisation. Epuisement du pétrole, effets des toxiques, gaz à effet de serre, contestation de la part des petits agriculteurs et des pays en développement (Via Campesina) etc., la remise en cause de la course à la productivité remet du même coup la modernité en cause.

Mais la modernité est-elle la seule à posséder « la science » ? La question est largement discutée, dans les PED, notamment l'Inde. On fait valoir que la science moderne est une «ethnoscience » comme les autres, que « l'universalité » ne doit pas se confondre avec l'imposition d'un mode de vie qui ne peut être que celui d'une minorité. La modernité s'est-elle donné d'autres normes que celles qui sont favorables à la course à la productivité ? Y a-t-il lieu d'avoir « droit » à la modernité, dans ce contexte? Pour qui, pour quoi ?

***Où est passé le paysan ?***  
**Par Georges AURENSAN, agriculteur dans le Gers.**

En découvrant les Contributions aux 18<sup>ème</sup> Controverses de Marciac, je suis frappé par une chose : elles sont issues des réflexions de personnages, tous plus respectables les uns que les autres, mais très peu d'entre eux sont agriculteurs. Comme si ce débat était purement intellectuel et que le paysan, pris par les travaux de la ferme, laissait à d'autres le soin de penser pour lui. Dommage, car à force de laisser les autres penser pour soi, on finit par ne plus penser du tout. Mais où est donc passé le bon sens paysan ?

La question elle-même, « L'agriculture a-t-elle le droit d'être moderne ? », est très provocatrice. Qui voudrait - et au nom de quoi - empêcher l'agriculture d'être moderne ? Mais ne faudrait-il pas plutôt parler d'évolution que de modernisme, car ce qui est moderne aujourd'hui sera demain inévitablement dépassé et ringard ?

L'évolution de l'agriculture a été marquée par l'accroissement considérable de la distance entre le producteur et le consommateur en quelques décennies. Le contact direct sur le marché local a quasiment disparu. Aujourd'hui, l'interlocuteur du paysan ce n'est plus le consommateur, c'est la coopérative et, plus en aval, l'industrie agroalimentaire, la centrale d'achat. Et ces gens là n'ont pas les mêmes exigences. Ils veulent du standard, en grande quantité, à la limite qualitative que permet la réglementation, et évidemment pas cher, puisque le prix est devenu l'argument essentiel de la vente. Toute l'agriculture actuelle s'est construite autour de ces exigences. Qu'importent les dégâts collatéraux, immédiats ou futurs, sur l'homme, sur la santé, sur l'environnement, sur la biodiversité.

Le consommateur, lui, n'a plus d'interlocuteur. La plupart du temps, il n'a pas le choix de ce qu'il mange, soit pour des raisons de pouvoir d'achat, soit parce que dans son alimentation super sophistiquée, il a renoncé à lire l'interminable liste des ingrédients. Il est alors obligé de faire confiance à une réglementation, qu'il trouve trop laxiste, alors qu'à l'autre bout de la chaîne le producteur, lui, la trouve toujours trop contraignante.

Mais où est passé le paysan, celui qui cultivait sa terre avec un souci de l'améliorer, qui sélectionnait ses graines et ses animaux pour en améliorer la productivité et la valeur, celui qui pouvait, à la fin de sa journée être fier de son travail ? Est-il juste devenu un exécutant docile et résigné dans un système qui le dépasse ?

La modernité de l'agriculture, n'est-elle pas dans un nouveau lien avec la société qui permette aux uns de retrouver confiance, et aux autres de retrouver leur dignité ?

***Des moyens modernes au service de comportements archaïques :  
illustration avec les dégâts produits par l'affaire Doux.***

**Par Claude DOMENGET et Guillaume FAVOREU,**  
Experts Fonciers et Agricoles, membres de la Confédération des Experts Fonciers

L'agriculture contemporaine dispose de moyens de production modernes. Par exemple, l'éleveur de volailles dispose tout autant de matériels à haute technicité, de systèmes de gestion du climat, de l'alimentation, etc., que d'un suivi technique rapproché. L'agriculture dispose également d'une logistique et de moyens de communication (téléphone mobile, Internet...), on ne peut plus modernes et performants. Ce, afin de répondre à un marché moderne (mondialisation, nouveaux modes de consommation...).

Reste que dans certaines filières, les relations entre les acteurs demeurent archaïques. Les industriels sont les "seigneurs modernes". Ils ont la capacité d'investir et de promouvoir, mais en usent aux fins de capter la valeur ajoutée d'une filière. En juin 1997, Camille Guillou parlait des « *saigneurs de la terre* » dans un ouvrage toujours d'actualité (Les Saigneurs de la terre ; édition Albin Michel).

Les agriculteurs sont les « serfs modernes » placés sous protection de l'industriel. Leur autonomie est confisquée en contrepartie d'une sécurité qui, au fond, s'avère bien fragile. Et pour entretenir cette situation, il est un outil, le « contrat d'intégration », qui ne sert vraiment pas l'équilibre contractuel entre le donneur d'ordre et l'entrepreneur « indépendant » exécutant. Est-ce cela la modernité ?

Ce système a ses limites, l'affaire Doux le montre bien. Les agriculteurs sont les dindons de la farce :

- Pas de protection efficace grâce au contrat ;
- Ce « *système agricole moderne* » entretient cette situation de dépendance et ne fait rien pour la faire évoluer, voire en abuse. L'usage abusif de la délégation de paiement imparfaite, qui laisse le producteur seul débiteur du fournisseur lorsque l'industriel devient défaillant, en est l'illustration ;
- Pour autant, le cadre contractuel lui-même autorise le producteur à défendre ses intérêts en s'appuyant sur le privilège légal et son rôle de gardien. Hélas, dans cette affaire seul notre cabinet de conseil totalement indépendant en a développé le mécanisme. Effectivement cette solution bouscule le pseudo-ordre établi puisqu'elle nécessite un véritable repositionnement du chef d'entreprise agricole à la tête de son entreprise.

Etre moderne, n'est-ce pas avant tout être autonome et responsable ?

***Des schémas passéistes***  
**Par Denis SAPENE, apiculteur**

L'agriculture a le droit d'être moderne, de sortir du schéma productiviste qui, par l'emploi démesuré de la chimie, rend notre monde invivable.

S'orienter vers un schéma respectueux de l'environnement est le défi à relever de toute urgence. Quand des exploitations apicoles de plus de trente ans d'existence sont décimées, ne peut-on pas envisager que les limites sont franchies ?

Un agriculteur moderne, c'est un agriculteur qui peut s'extraire du schéma d'exploitation intensive et irrespectueuse de l'environnement et capable d'envisager un autre mode de culture et d'élevage qui, à terme, soit délivré de l'omniprésence croissante des pesticides. De même que l'orientation vers les OGM ne saurait être la voie royale.

Avec un niveau d'information suffisant du citoyen, l'acceptation des schémas passéistes serait rapidement mise à mal.

Denis Sapène apiculteur professionnel en Haute-Garonne depuis 1979  
et aujourd'hui en très grande difficulté  
vous dit :  
« **AU SECOURS** »

## ***Moderniser les politiques agricoles en les refondant sur la souveraineté alimentaire***

**Par Jacques BERTHELOT, ancien maître de conférences à l'ENSAT**

Selon Wikipédia, "*La modernité est un changement(...) du mode de régulation de la reproduction sociale(...). La modernité est la possibilité politique(...) de changer les règles du jeu de la vie sociale*". Puisque les paysans du Sud constituent plus de 98% du total mondial, et qu'ils souffrent le plus des dysfonctionnements du système agroalimentaire mondial, moderniser les politiques agricoles c'est promouvoir, au Sud comme au Nord, des agricultures paysannes durables aux plans économique, social et écologique. Face au déficit alimentaire croissant de la grande majorité des pays du Sud, du nombre de leurs paysans affamés, à l'accaparement de leurs terres menacées en outre par le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité, à la volatilité incontrôlée des prix accrue par la folie des agrocarburants et à la nécessité de nourrir plus de 9 milliards d'humains en 2050, dont un milliard de plus en Afrique subsaharienne (ASS).

La source principale de ces maux : la baisse des prix agricoles liée à la libéralisation agricole imposée au Sud dès les années 1980 par le couple FMI-BM et, au Nord, notamment dans l'UE, depuis la réforme de la PAC de 1992 préparant l'accord agricole de l'OMC de 1995 sous la pression de l'agrobusiness, puis la multiplication d'accords bilatéraux de libre-échange, notamment des Accords de partenariat économique entre l'UE et les pays ACP qui sont criminels pour ceux-ci. Car, alors que les pays du Nord ont pu compenser ces baisses de prix par des aides directes, la majorité de ceux du Sud n'en ont pas eu les moyens et sont soumis à un dumping imparable. Dans l'UE la dérégulation accrue de la PAC et l'octroi des aides en fonction des hectares a accéléré la concentration des exploitations de type industriel, la baisse des actifs agricoles, des dégâts écologiques et le mal-être animal.

Puisque les marchés agricoles ne s'autorégulent pas, moderniser les politiques agricoles c'est les refonder sur la souveraineté alimentaire ainsi qu'à l'OMC et dans les accords bilatéraux. Cela doit être le premier objectif du gouvernement français non seulement pour l'agriculture européenne mais aussi pour sa politique étrangère afin de permettre un développement durable en ASS où les paysans constituent encore la majorité des actifs. Pour que tout ceci advienne, une remise en cause radicale des concepts profondément piégés des politiques agricoles s'impose : compétitivité, protectionnisme, découplage... Qui de plus moderne que Salomon?

*La terre défrichée des pauvres nourrit largement;  
faute de justice, il en est qui périssent*  
Livre des Proverbes, XIII-23, 10<sup>e</sup> siècle avant notre ère

## ***Le temps des restrictions est arrivé, que l'agriculture soit moderne ou non...***

**Par Jacques MARET, paysan en agriculture biologique à Fouras**

En 2050, il faudra nourrir 9 milliards d'habitants, mais la pénurie commencera bien avant. Les émeutes de la faim ont montré la dépendance égyptienne à l'importation, financée par le tourisme. Aujourd'hui aussi, le Gouvernement peut-il nourrir ses habitants ? Les crues du Nil ne fertilisent plus ce couloir du désert. Faut-il techniciser la production ou l'adapter au territoire ? L'agriculture intensive a des solutions, basées sur les intrants, semences, engrais, nourriture animale. Le tout est un flux d'énergie, bientôt rare et chère. Et l'élevage industriel dépend de surfaces d'autres continents, de 5 à 7 % pour la France !

### **La réussite agricole française**

Un solde dû à 90% aux vins et spiritueux, une productivité 100 fois plus forte en 50 ans, mais combien de fermes disparues... Les entreprises restantes sont-elles fragilisées ? Mais à revenu quasi-identique, une ferme « non intensive » consomme deux fois moins d'espace, deux à trois fois moins de capitaux et de fonds de la PAC. Et cinq fois moins d'énergie (engrais et chimie). Et ces fermes donnent plus de travail par hectare, ce qui en ces temps de crise de l'emploi... Quant aux semences, la France interdit la sélection paysanne, contrairement au traité TIRPAA (Traité international sur les ressources phytogéniques pour l'alimentation et l'agriculture).

Et notre santé dans tout ça ? DGAI et ANSES défendent notre santé face au « concombre tueur ». Mais contre la chimie, lors des AMM ? Les agriculteurs en sont malades, l'eau est polluée, les algues vertes omniprésentes. Mais Administration et ministres ont autorisé des pesticides mal testés comme le Conseil d'Etat vient de le juger ([décision du 7 mars 2012](#)).

### **Pendant ce temps là, on achève bien les paysans écolos....**

Tout devrait favoriser les agriculteurs autonomes et respectueux, pour une meilleure alimentation. Le deuxième pilier de la PAC le permet. Mais, à l'inverse des AMM, l'Administration applique rigoureusement les mesures d'agroenvironnement. Les paysans écolos doivent prouver le respect du contrat, et l'Administration contrôle tout, paye très en retard, voire pas du tout.

L'année 2011 est révélatrice. Les primes « chimiques » (DPU) ont été payées pour moitié avec six semaines d'avance, le reste à la date prévue. Les primes environnementales ont été payées de trois semaines à quatre mois plus tard. Et pas en totalité... Les Primes pour l'Agriculture Biologique, conversion ou maintien possibles dès 1998, existent en France depuis 2010 avec 12 ans de retard... Passées dans le 1er Pilier, elles seraient cumulables aux mesures Agri-Environnement du 2e Pilier. L'Administration les prétend non-cumulables, admonestant l'agriculture biologique, plébiscitée par les consommateurs.

Nos décideurs et élus doivent obliger l'Administration à ne pas se laisser dicter ses décisions par la Chimie. Pourquoi faut-il 20 ans en France pour interdire un produit, 12 ans pour mettre en place les mesures biologiques ? Alors que jamais les paiements de la PAC ne sont en retard. Par peur d'épandage de produits « modernes » devant les préfetures ? La PAC doit tout payer en même temps ! L'Administration doit appliquer textes et règlements, et de ne plus écouter les lobbies de la chimie. Pour que la Commission européenne soit clairement informée, une Pétition devant le Parlement a été retenue pour qu'elle respecte ses obligations et les Règlements des Premier et Second Piliers de la PAC. De nombreux paysans restent anonymes, pour ne pas risquer de représailles de la part de l'Administration ou d'autres organisations.

## ***Misons sur la jeunesse !***

**Par François THABUIS, président de Jeunes Agriculteurs**

*Qu'est-ce qu'un agriculteur moderne ?* Cette question ne peut qu'interpeller les jeunes agriculteurs que nous sommes. Nos profils changent, nos voies d'accès au métier aussi : agriculteurs de génération en génération ou non issus du monde agricole, notre rapport à la société et le sens que nous voulons donner à notre métier évoluent. Alors, c'est quoi être « moderne » au final quand on est (jeune) agriculteur en 2012 ? Etre innovant ? Ancré dans son époque ? Les deux, mon capitaine !

Il nous faut intégrer tous les savoirs-faires, ne pas nous fermer au progrès de la recherche mais aussi vivre avec notre temps. C'est être engagés, actifs, ouverts, passionnés, avoir une attitude de responsabilité vis-à-vis de la société. Or à l'échelle du monde, de l'Europe, de nos régions, l'Alimentation avec un grand « A » est plus que jamais LE sujet de société. Nous devons fournir une alimentation accessible, sûre et de qualité à l'ensemble des citoyens, mais aussi garantir la vitalité économique et sociale de nos régions et préserver la biodiversité des territoires.

Produire, donc, mais pas seulement. Il s'agit aussi de valoriser, accompagner, varier, adapter l'offre. Et surtout donner encore plus de sens à notre métier et montrer combien il est en prise directe avec le quotidien des citoyens-consommateurs et de leurs exigences. L'agriculture doit revenir au cœur de la société et c'est à la nouvelle génération de paysans d'apporter les réponses et les solutions. Modernité et agriculture vont de pair, naturellement ! Et les jeunes qui entrent dans ce métier contribuent activement à cette dynamique. On a d'ailleurs l'habitude de dire chez les JA que « quand les jeunes poussent, l'agriculture grandit » : c'est comme ça que nous pourrions construire et ne pas subir. Misons sur la jeunesse pour continuer à promouvoir le métier, pour construire un avenir meilleur dans nos exploitations, nos filières, nos territoires. Nous sommes avant tout des actifs de la ruralité, nous sommes des actifs du territoire, bien ancrés dans le réel.



Retrouvez toutes les publications de la Mission Agrobiosciences sur le site  
<http://www.agrobiosciences.org>

#### CONTACT

Mission Agrobiosciences/ENFA,  
2 route de Narbonne,  
31326 Castanet-Tolosan BP 72638  
Tél : (33) 05 62 88 14 50. Fax : (33) 05 61 58 14 51